

**bruno
manser
fonds**

respectons la forêt tropicale



UBS

La corruption détruit la forêt pluviale

tong tana

Août 2016

www.bmf.ch

La corruption détruit la forêt pluviale

Par Lukas Straumann

La grande banque suisse UBS aurait blanchis près de 90 millions de dollars US de pots-de-vin provenant des défrichages de la forêt pluviale via des comptes à Singapour, Hong-Kong et Zurich. Cet argent aurait été versé durant les années 2006 à 2007 par des barons du bois de Sabah, un État de Malaisie. Le destinataire: le chef du gouvernement de l'État en question, Musa Aman, frère du ministre malaisien des affaires étrangères Anifah Aman. Les virements bancaires aux intermédiaires du politicien corrompu mentionnaient en caractères bien lisibles: «Deposit for logging concession». Des «dépôts» pour des concessions de bois. Difficile qu'UBS ne l'ait pas vu.

C'est sur la base d'une plainte pénale déposée par le Bruno Manser Fonds à l'encontre d'UBS que le Ministère public de la Confédération suisse a ouvert, en août 2012, une procédure pénale encore pendante contre la banque pour suspicion de blanchiment d'argent. Pour l'instant, UBS et le Ministère public de la Confédération se battent devant le Tribunal fédéral autour d'une note que la banque avait rédigée à l'intention de l'autorité de surveillance des marchés financiers FINMA, mais qu'elle ne

veut pas fournir aux autorités pénales. UBS a bien trop peur de se charger elle-même avec ses propres indications.

Le cas UBS révélé par un insider n'est qu'un exemple spectaculaire d'un circuit mondial de corruption, défrichages et blanchiment d'argent, dans lequel des groupes forestiers sans scrupules, des politiciens corruptibles et des banques complaisantes travaillent main dans la main à la destruction des forêts tropicales. Selon les estimations d'Interpol et de la Banque mondiale, des recettes issues des défrichages illégaux à hauteur de 50 à 152 milliards de dollars US grossiraient chaque année l'économie mondiale. Pour le Bruno Manser Fonds, une chose est claire: la corruption est devenue l'une des causes principales de la destruction des forêts tropicales.

Le Bruno Manser Fonds s'est fixé comme but de devenir un centre de compétences dans la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent dans le domaine des bois tropicaux. Un complément ad hoc des statuts a été adopté à l'unanimité lors de l'assemblée annuelle du 21 mai 2016 à Bâle. Cette nouvelle tâche complète nos campagnes et projets actuels au Sarawak, qui sont tous maintenus.

La nouveauté réside dans le fait que nous recherchons activement des possibilités légales de traîner les groupes du bois et leurs alliés devant les tribunaux. Nous tentons en particulier d'identifier les bénéficiaires issus de la destruction des forêts





La famille Taib possède un portefeuille immobilier réparti dans le monde entier, comme le Preston Square Tower à Ottawa, le bâtiment du FBI à Seattle, l'hôtel Hilton à Adelaide ou encore une villa à San Francisco (dans le sens des aiguilles de la montre depuis en haut à gauche)



tropicales investis dans des États tiers et, dans la mesure du possible, de les rapatrier dans leur pays d'origine, où ils sont nécessaires au développement des communautés autochtones et des réserves forestières, comme le Penan Peace Park. Cela concerne également les recettes provenant de la corruption ou des défrichages illégaux saisis par les autorités pénales ou l'autorité de surveillance des banques.

L'utilisation des 95 millions de dollars US acquis illégalement, que la FINMA a confisqués en mai 2016 auprès de la banque tessinoise BSI et qu'elle souhaite verser à la caisse fédérale, pourrait créer un précédent: l'argent provient du fonds étatique malaisien 1MDB, qui est impliqué dans un gigantesque scandale de corruption à l'échelle planétaire (cf. article suivant). Dans un courrier à la ministre de la justice Simonetta Sommaruga, le Bruno Manser Fonds réclame que les montants confisqués alimentent un fonds pour le développement durable. On pourrait y financer des projets de développement sous surveillance internationale en Malaisie, en particulier en faveur des peuples autochtones marginalisés au Sarawak, à Sabah et en Malaisie occidentale.

Outre l'approche à l'échelon de la place financière suisse, un accent supplémentaire va être placé sur la fortune de Taib. Durant ses 33 années de fonction à titre de chef du gouvernement du Sarawak, de 1981 à 2014, Taib Mahmud et ses proches parents sont devenus milliardaires grâce aux défrichages illimités. On

connaît d'importantes fortunes immobilières de la famille Taib au Canada, en Grande-Bretagne, aux USA et en Australie. Dans tous ces pays, le Bruno Manser Fonds s'efforce de placer la question de la fortune des Taib à l'agenda juridique et politique.

L'objectif doit rester de geler ces capitaux et de les retourner au Sarawak. La corruption en Malaisie ne pourra cesser que dès lors que l'on mettra fin à l'impunité des malfrats. Pour cela, nous avons besoin du soutien de la Communauté internationale. Les récentes décisions du Ministère public de la Confédération et de la FINMA dans l'affaire 1MDB constituent ici des signaux importants d'envergure mondiale. ■

Dr phil. Lukas Straumann est directeur du Bruno Manser Fonds et auteur du livre «Raubzug auf den Regenwald. Auf den Spuren der malaysischen Holzmafia» (Salis 2014). www.bmf.ch/shop

1MDB: Le fonds malaisien qui fait scandale et la Suisse

Coup de tonnerre le 24 mai 2016 à la banque BSI (anciennement Banca della Svizzera Italiana), dont le siège est à Lugano: en raison de son implication dans le pillage du fonds étatique malaisien 1MDB par des politiciens gravitant dans l'entourage du Premier ministre Najib Razak, l'autorité suisse de surveillance des marchés financiers FINMA a décrété la dissolution de la banque de tradition tessinoise ainsi que la saisie de 95 millions de francs de recettes. Le même jour, le Ministère public de la Confédération ouvrait une procédure judiciaire.

Selon la FINMA, la BSI aurait «gravement contrevenu aux dispositions de blanchiment d'argent et à son devoir de garantie dans le cadre de l'affaire de corruption du fonds étatique malaisien 1MDB.» La banque a réalisé des transactions douteuses à hauteur de centaines de millions de dollars US sans poser de questions. Ainsi, de concert avec d'autres banques privées suisses, la banque a participé au transfert d'un «don» de 681 millions de dollars sur un compte personnel du Premier ministre malaisien.

Fait choquant, la direction de la BSI croyait vraisemblablement pouvoir impunément ignorer son devoir de diligence légal. La BSI n'a tenu aucun compte des avertissements répétés de la FINMA,

les Malaisiens étant alors le «groupe de clientèle le plus important et le plus profitable».

Le Bruno Manser Fonds exprime sa satisfaction quant au fait que les autorités suisses prennent désormais au sérieux le sujet 1MDB, malgré des débuts hasardeux, et que la Suisse soit désormais devenue un centre mondial des investigations sur le fonds étatique malaisien. On salue en particulier la politique d'information active du Ministère public de la Confédération et de la FINMA. Ayant déposé deux plaintes pénales et des requêtes répétées auprès des autorités, le Bruno Manser Fonds a contribué à ce que différentes procédures soient lancées contre des banques et d'autres protagonistes dans l'affaire 1MDB.

Le fait tragique est que le fonds étatique 1MDB, sous le contrôle direct du Premier ministre cumulant également la fonction de ministre des finances, aurait dû servir au développement économique et social de la Malaisie. En lieu et place, il s'est transformé en self-service pour politiciens corrompus. Le Ministère public de la Confédération parle de détournements probables à hauteur de 4 milliards de dollars US.

Selon le Bruno Manser Fonds, il est essentiel que les recettes confisquées auprès de la BSI servent à leur but originel et ne soient pas simplement affectées à la Caisse fédérale. Le Bruno Manser Fonds demande dès lors que le Conseil fédéral mette en place un fonds de développement durable, qui permette de soutenir des projets d'intérêt public en Malaisie (cf. article principal). ■



«L'histoire des défrichages au Sarawak est aussi celle de l'immobilier en Amérique du Nord et du blanchiment d'argent à Londres.»

Interview: Annina Aeberli

Tong Tana: Quel est le sujet du film «The Borneo Case»?

Dylan Williams: C'est l'histoire de la destruction de la forêt pluviale et du mode de vie des autochtones. Il parle de l'amitié entre le Suisse Bruno Manser et le Kelabit Mutang Urud, de Bornéo. Ils ont lutté ensemble contre les défrichages au Sarawak. Lorsque Bruno a disparu, Mutang a perdu espoir. Il y a 25 ans, Mutang a dû s'exiler au Canada, en raison de son engagement pour la forêt pluviale. Le film débute lorsque Mutang découvre que sa vallée d'origine est promise à l'inondation, en raison de la construction d'un barrage hydroélectrique. Il se risque alors pour la première fois à retourner au Sarawak. Constatant la destruction, il se tourne vers le Bruno Manser Fonds, afin de déterminer où s'en est allé

l'argent de la destruction des forêts pluviales. The Borneo Case parle des structures de l'exploitation effrénée que l'on rencontre aussi ailleurs comme en Amazonie, au Congo ou en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Tu as suivi la campagne anti-corruption du BMF au cours des cinq dernières années. Qu'y a-t-on atteint?

On a vu certains succès auxquels on n'aurait jamais rêvé. Mais naturellement aussi beaucoup de frustrations. Lors d'un passage à Londres l'année dernière, le nouveau chef du gouvernement Adenan a dit: «Si le monde pense que le Sarawak a une industrie du bois corrompue, alors personne ne nous achètera de bois.» Cela montre que la campagne du BMF a réussi à mettre la pression sur le gouvernement du Sarawak pour ce qui est de la transparence et de la gestion des affaires.

Comment se fait-il que ces succès arrivent aujourd'hui?

L'Internet ouvre de nouvelles possibilités de mener des recherches et de suivre les flux d'argent. Au temps de Bruno Manser, cela ne s'avérerait pas possible. Les activistes d'aujourd'hui, comme le directeur du BMF Lukas Straumann ou la journaliste Clare Rewcastle sont des activistes 2.0. Le rôle de Mutang à titre d'activiste s'est limité à un contexte local spécifique; il y a 25 ans, on ne parlait pas de blanchiment d'argent à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, il est plus aisé d'étudier le système et les structures. Il faut réguler les comptes bancaires offshores, les sociétés par holding et les gestionnaires de fortune. Cela m'a ouvert les yeux.

Ça aide par ailleurs à vaincre la distance entre l'Europe et la Malaisie. Ces liens mondiaux nous permettent d'amener ici la thématique de la déforestation de la forêt pluviale. Au cours des cinq dernières années, nous avons tourné dans plusieurs pays. L'histoire des défrichages de la forêt pluviale est aussi l'histoire de l'immobilier en Europe et en Amérique du Nord ou du blanchiment d'argent à Londres et à Singapour. Un problème qui semblait bien éloigné se retrouve soudain à notre porte.

Qu'en est-il des risques dans le cadre d'un film sur la corruption?

C'est la première fois que je travaille sur le thème de la corruption. Nous souhaitons propager notre film via plusieurs canaux, raison pour laquelle nous avons aujourd'hui des avocats en Grande-Bretagne, aux USA et en Suède. J'ai été vraiment très surpris de constater tout ce que nous n'avons pas le droit de dire. Cela compromet notamment la liberté artistique. Il ne nous est pas possible de rendre compte de manière aussi détaillée que nous le souhaiterions.

Quels ont été les difficultés à filmer au Sarawak?

Il n'est pas possible d'obtenir une autorisation de filmer en Malaisie. Nous devons donc travailler cachés, avec des petites caméras. Dans quelques villages, la police a été rendue attentive à notre présence, raison pour laquelle nous devons disparaître rapidement.

Pourquoi nos lectrices et lecteurs devraient-ils aller voir le film?

Nous avons du matériel cinématographique de 30 ans, des images fantastiques de la forêt pluviale et des Penan. Des images riches et des émotions fortes qui ont pour but de motiver les spectateurs à vouloir en apprendre davantage. La force du documentaire est de se rapprocher des caractères et d'encourager la compréhension au-delà des gros titres de la presse écrite. ■

Dylan Williams

Dylan Williams, ethnologue de 46 ans, travaille depuis 15 ans comme cinéaste.

Son film qui lui a valu le plus grand succès, «Men Who Swim» réalisé en 2010, a été projeté dans 75 pays.

À la fin de l'année, il présentera sa dernière création: «The Borneo Case», qui traite de la destruction de la forêt pluviale et des flux financiers internationaux que cela comprend. Dylan Williams a trois enfants et vit à Stockholm, en Suède.



Nouvelles brèves

Remise du prix Bruno Manser de courage civique

L'engagement de nos partenaires malaisiens, le chef Penan Komeok Joe et l'activiste anti-barrages Peter Kallang, a été distingué lors de l'assemblée générale du Bruno Manser Fonds de cette année avec le prix Bruno Manser de courage civique. Remis pour la première fois, le prix veut distinguer des personnalités qui se sont distinguées par le courage de leurs opinions en faveur de la protection de l'environnement et des droits humains.



Les titulaires du prix, Komeok Joe et Peter Kallang, avec Lukas Straumann, directeur du BMF, et Kaspar Müller, représentant des héritiers de Bruno Manser.

Komeok Joe, un compagnon de route de Bruno, a été distingué pour son engagement

durant de longues années en faveur des Penan. C'est grâce à son combat infatigable que les dernières forêts primaires du Sarawak ont pu être préservées des défrichages. Peter Kallang, le président du réseau SAVE Rivers, a obtenu la distinction pour son courage dans la lutte contre une série de barrages hydroélectriques dans la forêt pluviale du Sarawak. Son engagement a été décisif pour l'abandon officiel du barrage hydroélectrique du Baram, lequel aurait entraîné le déplacement forcé de près de 20 000 Penan, Kenyah et Kayan.

Barrage hydroélectrique stoppé: succès retentissant pour le BMF

En mars, on apprenait que le gouvernement du Sarawak renonçait définitivement à la construction de l'énorme centrale hydroélectrique sur la rivière Baram et rendait les terres aux populations autochtones expropriées. Le barrage hydroélectrique de 1200 mégawatts sur le Baram aurait touché le cœur de la zone où nous

travaillons. Suite à l'abandon du chantier, les habitants de 26 villages dont les terres avaient été expropriées pour la construction du bassin de rétention peuvent à nouveau respirer. La digue de 150 mètres de haut aurait inondé plus de 400 km² de forêts tropicales humides et de terres agricoles. Le BMF a travaillé cinq années pour atteindre ce succès, en collaboration avec le mouvement de protestation local SAVE Rivers, un regroupement d'autochtones concernés par le barrage.

Le T-shirt Bruno Manser est là

Seize ans après la disparition de Bruno Manser, son intégrité dans la lutte pour la justice et la préservation de la forêt pluviale survit non seulement au sein du Bruno Manser Fonds, mais en de nombreuses personnes engagées. Le T-shirt Bruno Manser est un signe de cet engagement et contre l'oubli. Il reproduit l'œuvre d'un jeune artiste bernois. Fabriqué de façon équitable et durable par le label suisse



Tarzan, il est disponible dans les tailles S, M et L pour dames et M, L et XL pour hommes. L'étoffe utilisée est produite en agréable coton bio et les encres d'impression sont indemnes de FC. Le T-shirt coûte 35 francs – pour les membres seulement 25 francs (veuillez indiquer le code de bon Bruno_1954) – et peut être commandé chez nous via notre shop en ligne (bmf.ch/shop). Nous vous souhaitons beaucoup de plaisir!

La mise en œuvre du Penan Peace Park à portée de main

Suite aux premières négociations menées entre des représentants du gouvernement

et une délégation de Penan sur le thème de la mise en œuvre du Penan Peace Park en février, les Penan ont déposé au printemps dernier une demande officielle de mise en œuvre de leur parc dans la forêt pluviale. Parallèlement, ils réclament de la part du chef du gouvernement du Sarawak Adenan un moratoire sur les défrichages dans la région du parc. L'entreprise Samling en particulier y déboise les dernières forêts primaires encore intactes de la région du Baram. Si l'on n'intervient pas rapidement, les dernières forêts de valeur pour un parc auront bientôt disparu. Les Penan escomptent que le chef du gouvernement fraîchement réélu agisse rapidement.

20 000 signataires ne veulent pas d'un libre-échange incluant l'huile de palme!

De concert avec une large coalition d'organisations des milieux des paysans, des consommateurs et des droits humains, le Bruno Manser Fonds réclame l'exclusion de l'huile de palme de l'accord de libre-

échange en négociations avec la Malaisie. Les plantations de palmistes constituent la cause première du pillage des forêts pluviales. Un accord de libre-échange avec la Malaisie entraînerait une suppression totale des droits de douane sur l'huile de palme, ce qui diminuerait de moitié le prix



de cette huile nocive à plusieurs égards. La pétition a trouvé un large soutien tant auprès des politiques que de la société: au total trois motions parlementaires ont repris les exigences de la pétition et plus de 20 000 personnes l'ont signée. Au mois de mai, nous avons remis la pétition au Secrétariat d'État à l'économie (Seco), lequel mène les négociations avec la Malaisie. La réponse est encore attendue.



Impressum

Dans la langue des Penan de la forêt pluviale du Sarawak (Malaisie), «Tong Tana» signifie «dans la forêt».

Éditeur: Bruno Manser Fonds
Association pour les peuples de la forêt pluviale
Socinstrasse 37, CH-4051 Bâle
Téléphone +41 61 261 94 74
Courriel: info@bmf.ch
Internet: www.bmf.ch
Rédaction: Annina Aeberli, Lukas Straumann
Images: BMF, Julien Coquentin
Traduction: Gaïa traductions
Graphisme: moxi ltd., Bienne
Impression: Speck Print AG, Baar
Production et expédition:
dm.m division, AZ Direct AG, Rotkreuz
Imprimé sur du papier 100% recyclé
(RecyStar nature)

Envoi des dons:
Postfinance, compte 40-5899-8
Banque Coop, compte no 01-4491-2
Clearing n° 8440
IBAN CH88 0844 0421 3292 9000 0
SWIFT COOPCHBB